

yer, ils vont doubler la dose d'affection et d'abnégation."

Quels naïfs nous étions de nous bercer de cet espoir !

Ce sont précisément ceux-là qui, depuis, ont comme à plaisir été la cause directe et indirecte de tout le mal. Dans la haute administration ou dans la régie interne, ils ont commis ou fait commettre bévues sur bévues.

Et ce que nous leur reprochons le plus, c'est d'entraîner d'une façon habile, sournoise, systématique, l'honorable M. Laurier à l'impopularité.

Cet homme n'est déjà plus le même. Ceux qui l'ont vu en ces temps derniers ont peine à croire qu'il soit le Laurier diplomate, attentif, flegmatique, méticuleusement courtois de jadis.

Est-ce bien le Laurier de 1895 qui dans le dernier caucus disait à peu près ceci ? :

"Vous, députés, dites-moi ce que vous voudrez; ayez raison ou ne l'ayez pas, il reste certain que je ferai à ma tête."

Un peu plus, à un prochain caucus, il s'y rendrait éperonné, cravache en main et il n'aurait plus qu'à parodier le mot de Louis XIV : "L'Etat, c'est moi !"

Mais non, chassons ce pessimisme; qu'on nous permette de croire que le Chef a su depuis quelques jours bien saisir la portée de ce qui vient de se passer.

Il ne nous insultera pas, espérons-le, en croyant rétablir la paix grâce à quelques nominations semées dans la province, autrement dit en nous jetant quelques os.

Non, ce qu'il faut, c'est, d'une part, une plus grande prudence dans la transaction des hautes affaires administratives et, de l'autre, une réforme radicale dans l'économie interne du parti.

Cette réforme doit commencer en haut, dans le cabinet, en passant par les départe-

tements pour aller aboutir dans les succursales du gouvernement sur tous les points de cette province.

Le cabinet n'est pas un dogme, une Arche d'Alliance...

L'honorable M. Laurier n'a pas craint d'y toucher quand, pour élaguer un invalide et réparer une injustice, il a donné congé à l'honorable M. Mowat et appelé M. Mills.

Que le Chef n'écoute pas seulement une cloche; qu'il recherche encore la collaboration de ceux qui pendant dix, quinze, vingt ans ont été ses meilleurs amis, ses plus loyaux compagnons. Il leur doit beaucoup, puis, ce sont eux qui constituent le *bone and narrow* du parti. Qu'ils lui retirent leur appui, et le Chef, qu'il nous laisse le lui rappeler, sera toujours bien dans la piètre position du meilleur écuyer du monde auquel il ne manquait qu'une chose: la monture.

Que les hommes auxquels nous objectons dans le ministère, reçoivent ailleurs une récompense honnête, sagement mesurée, nous en sommes. Que le Chef ne veuille pas être tenu en tutelle, nous en sommes, mais il y a tout un océan entre une mise en tutelle et une rationnelle interprétation des droits et des devoirs d'un leader de parti.

En voilà assez pour un second jet. Il nous serait suprêmement agréable de n'avoir plus à revenir là-dessus, ce qui signifierait que tout est remis en l'état désiré. Quoi qu'il en soit, nous ferons, qu'il en coûte peu ou prou, ce que nous croyons être de notre devoir de bon et loyal partisan. Il nous est impossible de flagorner ou de mettre une sourdine à notre plume.

Ah! ce n'est pas plaisir que le Réveil dit des vérités parfois pénibles; pas plus que ce qui s'est passé au caucus n'a